



Frédéric Boccara

Rapport au conseil national sur l'emploi

5 septembre 2020

Introduction

Mes chers camarades, le but de ce CN consacré l'emploi, c'est de mobiliser le parti, les communistes, leur créativité et de les outiller. Il s'agit d'en faire un moment d'appropriation collective pour la mise en mouvement du parti et des communistes. Et aussi bien sûr de tenir notre place dans le débat d'idées.

Comment face à la crise pousser des batailles sur l'emploi et les politiser comme autant de chantiers de lutte pour sortir de la crise ? Les politiser comme des chantiers convergents vers des chantiers de l sécurité d'emploi et de formation (SEF).

Ces derniers mois ont été l'objet d'annonces récurrentes de liquidations judiciaires, fermetures d'entreprises, plans de licenciements. De nombreux jeunes et moins jeunes prennent conscience de la fermeture des perspectives d'embauche. Les salaires et revenus diminuent. Le chômage touche des sommets.

Et pourtant il y a une sorte de sidération d'attentisme. Ils tentent de faire croire qu'ils font ce qu'il faut, et qu'on ne peut pas faire grand-chose d'autre.

C'est dire l'exigence de mise au travail, de « déconfinement » du parti ! (même si on en rajoute beaucoup trop, en France, sur une « seconde vague »).

Point de vue « déconfinement » militant, cela commence bien, nous avons la fête de l'Huma dans quelques jours, même virtuelle, puis la manifestation syndicale du 17 septembre, première salve qu'il nous faut conforter et appuyer avec les forces dont nous disposons.

Mon rapport s'articulera en 5 temps, inégaux en durée

- L'emploi, une question politique
- Le plan Castex et les réponses du gouvernement
- La déferlante du chômage et les chantiers de lutte
- La SEF, ce qu'elle est , ce qu'elle n'est pas
- Le maniement politique de la SEF et le dispositif militant proposé

Cet après-midi, nous aurons 5 moments de discussion, sur 5 thèmes : licenciements des grands groupes, jeunes, sécurité sociale, égalité femmes-hommes et discriminations, services publics

1 - L'emploi une question politique centrale

L'emploi est une question politique en soi, pas seulement une question dite « sociale », mais une question de pouvoirs, donc d'institutions, et une question de système, de logique du système. Dans le capitalisme la logique, c'est que l'emploi est traité comme un solde, ce qui vient après la rentabilité au mieux ! C'est nier le rôle créatif et productif du travail. Le rôle des travailleuses et travailleurs, qui ont pourtant été clairement en première ligne dans la santé ou le commerce durant le confinement !!

a- Enjeu de société, de civilisation

L'emploi est une grande question politique parce qu'il est aussi source de revenu, et qu'il est aussi au cœur de la construction des vies humaines, de

la construction du mode de vie, mais aussi d'une dignité humaine. Le travail est loin d'être toute l'émancipation, d'autant qu'il peut être sacrément aliénant ! Il fait partie de ce que Marx appelle « le royaume de la nécessité », plus exactement il s'agit du travail imposé par une nécessité extérieure. Ainsi, écrit-il dans *Le capital*, « cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. ». C'est dire la dialectique profonde entre travail et hors-travail, dans les deux sens. Bien entendu, le travail fait partie des constructions de vie et d'identité. Mais pas que, et sans s'y enfermer. Car il y a une aspiration anthroponomique à des identités multiples et désaliénées du travail. C'est dire l'importance de la politique pour une maîtrise révolutionnaire de cette relation entre travail et non-travail, au cœur de l'hominisation, au cœur de ce que Jaurès appelait « la réalisation de l'humanité » dans son premier éditorial de l'Huma.

Venons à nos hommes politiques français d'aujourd'hui...

b- Le discours de nos gouvernants

Ainsi, le ministre de l'économie et des finances, Bruno Lemaire, nous tient un discours très politique sur l'emploi. Il dit en substance, comme E. Macron et son premier ministre Castex :

- « Nous avons fait ce qu'il faut en soutenant la "demande" (la consommation), par les mesures sur le chômage partiel et sur le revenu des artisans, TPE et auto-entrepreneurs. Mais l'essentiel, maintenant, c'est de soutenir l'investissement, c'est-à-dire "l'offre" (la production) ! ».

Ainsi par un tour de passe-passe habituel (1) il réduit l'offre à l'investissement, donc exit l'emploi, la formation, donc le travail, alors qu'ils sont décisifs pour développer l'offre, une tout autre offre, une tout autre production ! (2) Et il réduit l'appui à l'offre à un appui au capital - « l'investissement » - à des cadeaux aux profits, au lieu d'appuyer les

salaires, les dépenses pour les services publics et les dépenses sociales, (3) il instaure et conforte le patronat comme interlocuteur exclusif sur l'offre, sur l'investissement et la production face pourtant au besoin de plus en plus pressant de pouvoirs démocratiques pour les travailleurs, les habitants et leurs élus sur ces investissements et sur les décisions de production, et même de recherches !

- S'ajoute un **second volet**. Il laisse entendre : « Les exigences de verdissement et d'écologie vont nous aider et nous faciliter la tâche : il faut d'autant plus aider les entreprises à investir ! ». Et c'est un point majeur du plan Castex. En gros : « ne vous en faites pas, ce ne sera pas le même type de capitalisme » mais appuyez le capital.

Pourtant, en matière d'écologie, l'emploi, la créativité humaine, la formation, la recherche sont la clé décisive, la condition pour trouver les solutions, et pour les mettre en œuvre !

Pour nous, l'emploi n'est pas un accompagnement « social », une « contrepartie », pour faire accepter des solutions prétendument écologiques supprimant des masses d'emploi.

Pour nous, une transition écologique réussie sera indissociablement écologique et sociale ou elle ne sera pas !

Et pour nous l'emploi est une priorité avec plus de 6 millions d'inscrits à pôle emploi, un million de chômeurs en plus et la perspective d'un second million d'ici la fin de l'année ! L'emploi est une priorité, mais un emploi non précaire, sécurisé, avec un bon revenu, un travail d'un autre type, progressivement émancipé, où les travailleurs et travailleuses sont des personnes, interviennent sur le sens de leur travail, et dans la gestion, et ne sont pas réduits à une marchandise, simple force de travail.

C'est pourquoi nous récusons le discours à la mode qui consiste à accompagner « la » transition écologique par de la « justice sociale ». Ce serait considérer encore une fois le social et l'emploi comme une simple

conséquence et non un levier décisif pour une véritable transformation écologique.

D'autre part, ramener à l'investissement c'est maintenir la domination de la rentabilité du capital et la priorité au profit, c'est-à-dire à l'accumulation. Alors qu'il s'agit au contraire d'économiser du capital et de développer les capacités humaines, de développer dans le même temps notre niche écologique dans une nouvelle conception de l'efficacité, économique, sociale et environnementale. C'est cette conception qui doit s'imposer. Mais elle exige une transformation révolutionnaire des rapports sociaux pour que puisse pleinement s'accomplir la révolution informationnelle et écologique des forces productives sociales qui pousse et reste emprisonnée dans la gangue des rapports capitalistes et marchands, comme nous nous le disions en substance à notre 38^e congrès. Car nous sommes porteurs de l'avenir, dans cette société bloquée !

Pour cela, il faut affronter la logique capitaliste et toute cette classe capitaliste moderne au pouvoir, celle du capital financier et de la technofinance. Ce n'est pas une simple « transition » automatique et technique, gentille.

Enfin, **troisième couche** de ce discours politique, les **relocalisations**, la « souveraineté » si on veut. Pour les relocalisations, c'est simple nous disent-ils : « baissions les impôts des entreprises et acceptez de baisser vos salaires ». La baisse des impôts dits « de production » (qui sont en fait surtout des impôts sur le capital et les profits) est présentée comme une condition pour relocaliser. Mais précisément, c'est la fuite en avant dans la même chose qu'avant : la compétition meurtrière entre pays pour attirer les capitaux, ... au détriment des implantations existant dans les autres pays ! Et donc une guerre économique renforcée. Une guerre économique qui se ferait par le moins disant social et fiscal, donc au détriment de nos services publics, des salaires et des revenus du plus grand nombre, de nos ouvriers jusqu'aux cadres, en passant par les agents des services publics, les chômeurs et les retraités.

C'est pourquoi pour ne pas être suiviste de cette conception, nous disons (dans le document adopté par notre CN de juin) « nouvelle maîtrise de la localisation des productions ». Et nous ajoutons non seulement le besoin de partage des coûts autrement que par les prises de contrôle d'immenses ensembles financiers, mais aussi le besoin d'une autre mondialisation avec d'autres institutions internationales, et des traités de maîtrise des échanges internationaux et investissements, des traités qui viseraient dans leur objet le développement des biens communs dans les différents pays impliqués. C'est notre réponse au défi posé par Trump. Et là-dessus nous ne serons pas seuls. Car des milliards d'êtres humains sont confrontés à ce défi.

c- Un bougé important : « sécuriser »... en paroles

Revenons au discours développé par nos dirigeants. La violence de la crise et la maturation des consciences comme de la réalité objective, les ont amenés à l'infléchir sur un point majeur : ils ont dû expliquer qu'il fallait sécuriser les gens pour maintenir les revenus et pour conserver les compétences. C'est très important ! C'est un bougé majeur dans notre sens.

L'ont-ils fait ? Ils ont fait du chômage partiel massivement, ce qu'ils n'avaient pas fait après la crise de 2007-2008. Et ils l'ont justifié par ces deux arguments : maintien des revenus et compétence. Mais ils ont maintenu le principe du chômage, et ils n'ont pas maintenu l'ensemble du revenu (84% du salaire net, pour le chômage partiel), sans compter qu'il n'y a pas de cotisations sociales sur l'indemnité de chômage partiel¹.

Tant et si bien que près d'un million d'intérimaires ou en fin de CDD se sont vus rejetés au chômage et que les revenus ont quand même connu un recul historique, avec -1,4%, puis -4,6% au second trimestre par personne² pour le revenu disponible brut après allocations chômage et autres prestations

¹ Seulement la CSG et la CRDS

² Plus exactement : par « unité de consommation », qui pondère différemment les gens s'ils sont plusieurs dans le même ménage ou isolés, ou les jeunes enfants. Par exemple deux personnes en couple représentant un peu moins que 2 unités.

sociales ! C'est le plus fort recul jamais enregistré depuis 1949 (début des séries de comptes de la Nation).

Cela a engendré une explosion de la pauvreté, notamment chez les jeunes, y compris les jeunes couples avec enfant.

Et, dans les grandes entreprises comme Airbus, Derichebourg, Renault et bien d'autres, recevoir les fonds du chômage partiel (re-baptisé « activité partielle ») n'a pas empêché les annonces de licenciements et de suppressions d'emploi qui sont donc à venir. Ces grands groupes ont même reçu des milliards pour accompagner les licenciements, et soi-disant recomposer leur offre.

En outre le dispositif de chômage partiel va se réduire progressivement aussi pour le revenu, limité à 72% du salaire à partir du 1^{er} juin, soit encore 14% de moins. Tout ceci jusqu'au 1^{er} novembre... Après « nous verrons », a déclaré B. Lemaire à l'université d'été du Medef.

Donc ils sont obligés de bouger, mais ils le font tous freins serrés et la tête à l'envers, si j'ose dire ! En faisant massivement le contraire en même temps. D'ailleurs, ils présentent à présent le chômage comme fatal : il va y avoir disent-ils 800.000 emplois détruits et plusieurs milliers de chômeurs supplémentaires. Ils nous présentent le chômage comme inéluctable tout en prétendant tout faire contre !... Mais ce « tout faire », Castex vient de le dire avec son prétendu « langage de vérité », ce sera 160.000 emplois. Au mieux !!

Ce faisant, ils peuvent toujours appeler à « la confiance » dans l'avenir, chacun sait que le risque de chômage va aller grandissant, et ce n'est donc pas demain que les ménages vont décaisser massivement l'épargne de précaution qu'ils ont mise de côté pour ceux qui ont pu le faire !

Il en irait serait tout autrement, si on affirmait le principe de zéro chômeurs avec une sécurisation et une réelle perspective d'emploi, des mises en formation avec un bon revenu, le développement de ces fameuses « compétences », parce que l'on préparerait réellement les emplois de

demain pour chacune et chacun. Mais j'anticipe sur notre proposition révolutionnaire de sécurité d'emploi ou de formation.

Ceci dit, voyons bien que la société elle-même, pas les communistes tous seuls !, met à son ordre du jour la recherche de sécurités de vie nouvelles et émancipatrices. ... Mais elle le pratique à l'envers.

Comme le disait Marx, « la pourriture est le laboratoire de la vie »..

En réalité, au fond d'eux, nos gouvernants, pensent qu'on a eu une crise « exogène », c'est-à-dire dont les causes sont totalement externes, que cela va prendre 1 ou 2 ans, disent-ils pour qu'on retrouve la trajectoire antérieure, et que celles et ceux qui l'ont perdu retrouvent un emploi ! D'ici là, il faudrait limiter au maximum la casse.

Ils nient profondément, en fait, l'exigence de transformation de leur système !

d- Une recherche de remodelage des institutions

Ainsi, au total nos gouvernants nous disent, « Laissez les mains libres à l'Etat, un Etat fort qui va vous protéger et organiser tout cela »...

Mais oui !! Merci. Comme on l'a si bien vu durant le confinement ! avec la désorganisation du système de santé, la non-production de masques, l'insuffisance de production de tests et d'organisation coordonnée dans les territoires, de machines dans les laboratoires pour réaliser et suivre les tests.

Et pour prétendre agir on nomme un Commissaire au Plan. Avec quels pouvoirs ? quelles missions ? quelle démocratie ? quelles relations avec les travailleurs, les habitants, avec les associations, les organisations syndicales, qui sont véritables forces vives du pays.

Il s'agit plutôt, au mieux, de boucher un trou dans la raquette de leur organisation étatique excessivement déstabilisée par des années de néo-libéralisme, un trou qu'on va combler pour organiser une coopération plus étroite et décentralisée avec le patronat et au service du grand capital.

Il s'agit aussi pour eux, dans le même temps, de poursuivre une intégration fédéraliste européenne, mâtinée d'étatisme autoritaire, contrairement à ceux qui ont cru à un délitement de l'UE. Et cela va de pair avec l'attisement des nationalismes et des dominations internes.

Tout cela au nom de l'emploi.

On le voit l'emploi est bien une question politique majeure, même si elle a longtemps été refoulée en tant que telle.

Un mot encore sur l'Union européenne et l'euro. Loin d'exploser, on leur a fait franchir un nouveau pas en avant dans le fédéralisme et dans la soumission aux marchés financiers. Ainsi, le fameux plan européen adopté le 21 juillet (un volet de 360 Mds de prêt aux Etats et un volet subvention pour 390 Md€). Il est présenté comme le summum de la solidarité européenne, qu'il n'est pas car la partie empruntée sera apportée par les marchés financiers, et dans leurs mains. Certes on ne mettra pas de conditions (contrairement à ce qui avait été imposé au peuple grec il y a quelques années) mais, tout de même, les pays emprunteurs pourront se voir tancer et leur utilisation de l'argent examinée par d'autres pays, au mépris des souverainetés nationales. C'est honteux ! Quant au volet subvention on ne sait pas comment il sera financé : et il sert déjà de prétexte à un pas terrible vers un impôt européen.

Dans le même temps, mais on ne le dit plus beaucoup, c'est la BCE qui apporte la part la plus importante, avec d'une part 1.500 Md€ à taux négatif pour les dettes publiques, via sa politique dite de *quantitative easing*, où elle émet une masse monétaire qui passe d'abord dans les mains des marchés financiers avant de financer les Etats. Elle agit aussi d'autre part en mettant 3.000 Md€ euros à disposition des banques à taux très faible ou négatif, pour les refinancer lorsqu'elles font du crédit. Mais dans les deux cas, sans aucune condition ni sur l'emploi, ni sur le type de production, ni sa localisation !

Enfin, la zone euro continue à séduire : en juillet la Croatie et la Bulgarie ont fait un pas vers l'euro en intégrant le mécanisme de change européen...

Tout cela, bien sûr avec en toile de fond un certain réalisme de la part de Macron et Merkel, à savoir que nous dépendons les uns des autres : dans leur logique il faut que les pays dits « du sud », puissent être un débouché pour les productions des autres, notamment des *konzerns* allemands. Alors, on met en commun les forces des pays européens. Et tant pis pour les traités, quelques soient les contorsions pour prétendre qu'on les applique, ils sont au congélateur pour une grande part ... : à la trappe les 3% du déficit, à la trappe l'indépendance de la BCE puisqu'elle intervient en coordination presque assumée avec l'exécutif européen, etc. etc.

Mais tout cela pour aller plus vite et plus loin dans la logique profonde qui a inspirés ces traités. La question politique posée est donc aujourd'hui surtout « que fait-on à la place de ces traités ? ». Macron et Merkel, en tout cas, veulent faire un pas fédéraliste, intégrateur sous la coupe des marchés. C'est dire le champ que nous pouvons occuper avec notre position originale et sans concessions !

Ainsi, tant pour la France que pour l'Europe, les dirigeants tâtonnent pour trouver une autre organisation, tout en gardant la même logique profonde ! Ce (capitalisme monopoliste d'Etat social) CME-S est en crise. Ses institutions aussi. Mais ne nous y trompons pas. Le néo-libéralisme a besoin d'un Etat fort, pas de sa disparition. .. D'un Etat fort... mais au service du capital.

Et il va y avoir rivalité sur tout l'échiquier politique dans cette recomposition des institutions ... ! Avec le trépied : (a) Etat fort, (b) discours sur l'emploi ou la justice sociale, (c) appuyer le capital (ses pouvoirs, ses profits, sa logique). Et avec des variantes : plus ou moins européiste, plus ou moins verdissant. Et avec cela toute la recomposition régionale, qui peut même détricoter la République et l'unité nationale.

Nous avons à batailler sur ce débat politique de recomposition des institutions, avec notre propre vision à partir de cette grande question de l'emploi, l'emploi comme justifiant de nouvelles institutions commençant à

dépasser ce capitalisme étatiste, financier et sa mondialisation. J'y viendrai tout à l'heure avec notre proposition de grande portée, révolutionnaire et réaliste, de « Conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique ».

Je voudrais vous livrer un point de vue symptomatique des réflexions en cours dans les différents milieux et de la dérive des dirigeants du PS qui a fracturé profondément la gauche et amené E. Macron au pouvoir. Cette dérive dont le CICE est emblématique. Elle est produite par l'inénarrable Alain Bauer, ancien conseiller sécurité de N. Sarkozy mais rocardien de toujours et ancien dirigeant de l'UNEF-ID au début des années 1980 aux côtés de JC Cambadélis, ami de 40 ans d'E. Valls et de Stéphane Fouks PDG de Havas, mentor d'Ismael Emelien conseiller spécial d'E. Macron. Il lâche le morceau dans les Echos du 31 août :

« La "Sainte-alliance" entre l'Etat et le capital, qui avait renforcé le pays (sic !), a été sérieusement handicapée ».

Tenez-vous bien ! Il dénonce auparavant « le démantèlement de l'hôpital public », les ARS « qui ne sont que des organismes comptables visant à réduire la consommation de soins », le fait que dit-il « notre secteur industriel a été largement sacrifié à la mondialisation » et que depuis les privatisations des années 1980 une « relation incestueuse s'est instaurée avec des fonds d'investissement déracinés ». Il faut, dit-il « retrouver le sens de l'Etat ». Cela ne mène pas bien loin ! Et il conclut « Aux entrepreneurs, le soin de relancer l'innovation et l'emploi. A l'Etat, le soin de préserver sa souveraineté, notamment numérique, et de protéger ses citoyens ».

Donc une alliance Etat-Capital ravalée ! Même pas renouvelée ! ... avec un Etat plus fort. Tout cela au nom de l'emploi... Emploi, confié aux bons soins du grand capital.

Eh bien justement l'emploi et l'entreprise sont des grandes questions politiques, on ne peut pas laisser faire le grand patronat en matière d'emploi. Nous le savons bien !

Je l'ai dit, l'emploi est une question de pouvoirs, d'institutions, de logique du système capitaliste qui considère l'emploi comme un solde. Dans le capitalisme, l'emploi est ce qui vient au mieux « après » les décisions dites « économiques », les décisions sur lesquelles, dans notre CME-S en crise, le capital a le pouvoir et impose sa logique de rentabilité financière. Tandis que l'Etat, dominé par l'idéologie libérale-sociale, assure vaille que vaille des compensations « sociales » et la sauvegarde des intérêts du capital ... Cela inclut un certain soutien à la consommation (la fameuse « demande »), et - révolution informationnelle oblige - un soutien à une certaine formation, à des dépenses immatérielles, ainsi que quelques autres éléments stabilisateurs pour éviter la destruction trop forte des capacités productives et informationnelles. D'où leurs besoins d'un certain remodelage...

Mais l'emploi doit, pour eux, rester soumis à la rentabilité financière, à la dictature du taux de profit imposée par tout le système de pouvoirs du capital et du grand patronat, dont les derniers avatars sont le résultat des ordonnances Macron en matière de droit du travail.

2- Le plan du gouvernement Castex

Arrêtons-nous à présent sur le plan du gouvernement présenté ce jeudi 3 septembre à grands coups de trompette. Au terme d'un *suspens* quasi insupportable !...

On nous annonce 100 milliards d'euros. Ce serait historique ! Heureusement ! Il n'y a pas de quoi s'en flatter. Car le recul d'activité comme le niveau du chômage ou le recul du revenu sont eux aussi historiques.

En réalité, sur les 100 milliards, le gouvernement français n'en met que 60, les 40 autres viennent de l'UE. C'est simple : baisse des impôts sur les profits des entreprises et leur capital (20 milliards) et investissement, investissement, encore investissement ! Pour l'emploi aucune conditions aux entreprises. Ce sera, si les patrons, si la conjoncture, les banques et la technique le veulent bien... ! Il n'espère au mieux que 160.000 emplois, et en 2021 !! Et puis on fera un peu moins qu'avant pour le chômage partiel. Pour la formation, c'est plus que ridicule : 1% des 100 milliards !

Mais Castex en fait des caisses sur l'écologie, secteur par secteur, sans bien savoir ce que cela donnera. Sauf en espèces trébuchantes pour les grands patrons et le capital. Comme ils ont maintenu la baisse de l'impôt sur les bénéficiaires en même temps que celle des impôts dits de production, *Les Echos* écrivent avec gourmandise « ce sera fromage et dessert » !

Aucune condition ai-je dit ? Ou plutôt si, il y a une condition ... offerte aux entreprises ! Et elle concerne les jeunes : on prie les entreprises d'embaucher des jeunes, surtout en alternance et en stage, et pour cela on va baisser encore les cotisations sociales sur leur salaire, donc le coût du travail. Ce sont les vieilles, vieilles solutions qui ne marchent pas !! Il ne suffit pas de dire que cela ne crée pas d'emploi. Disons aussi que c'est pervers, car

- cela mine l'emploi en qualité et donc l'efficacité,
- attise la concurrence entre les générations et les travailleurs, entre diplômés et non-diplômés,
- et instille l'idée qu'un jeune cela doit être en quelque sorte « bradé » pour être embauché !
- En outre cela déstabilise le financement de la sécurité sociale.

Concernant les jeunes, Castex instaure en outre une prime à l'embauche pour des CDD de 3 mois, ce qui va accélérer la rotation et donc leur précarité.

Notons au passage que la baisse des impôts dits « de production » est en réalité une baisse des impôts sur le capital ou sur les profits... et que c'est le monde du travail, chômeurs et retraités inclus, qui va les payer puisque l'Etat annonce qu'ils seront compensés par la TVA.

Par ailleurs, en insistant sur les 100 Md€ du plan Castex, ils masquent les quelques 300 milliards qui ont été mis jusque-là, durant le confinement et en juin-juillet et ont creusé le déficit..., déficit financé - indirectement - par la BCE. Et au nom duquel on va nous demander des sacrifices, alors qu'il faudrait abaisser à 0% les intérêts de remboursement de la dette (aujourd'hui, la France débourse autour de 40 Md€), en logeant celle-ci dans un Fonds européen spécifique pour les services publics, recevant la monnaie créée par la BCE alors qu'actuellement ce sont les BlackRock, Axa, Goldman-Sachs et consors qui reçoivent cet argent pour eux-mêmes financer ce qu'ils veulent, dont les Etats. Et pour commencer la Caisse des dépôts peut lancer le mouvement, le proposer à d'autres banques publiques d'Europe, et exiger elle-même d'être refinancée par la BCE.

Dans ces 300 milliards, il y avait essentiellement 4 types de mesures :

- Le dispositif de chômage partiel
- Les aides directes aux grands groupes et aux filières annonçant des suppressions d'emploi (aérien, automobile, ..) ou spécifiquement touchées (tourisme, spectacle vivant, ..) sans conditions sur l'emploi
- Un soutien au revenu des artisans, patrons de TPE/PME et auto-entrepreneurs
- Des suspensions de paiements (impôts, cotisations sociales, ou encore remboursement des crédits en cours)

Quatre ensembles, auxquels s'ajoute le fameux PGE, prêt garanti par l'Etat, qui n'est pas un déboursement de l'Etat, mais uniquement une garantie assurée par l'Etat en cas de non-remboursement des prêts bancaires. Pour l'instant, il semble que l'Etat n'a rien eu à déboursier.

Le Monde ne s'y trompe pas qui titre : « Baisses d'impôts et investissements de long terme », sans prendre le risque de titrer sur l'emploi. Tandis que le très macronien et très patronal *Les Echos* relaie la propagande gouvernementale et titre « L'exécutif met le paquet pour contrer la montée du chômage ». C'est faux. Des aides aux profits et aux investissements cela ne fait pas de l'emploi ! Cela peut même faire des délocalisations ...

Pour renforcer l'esbroufe, le premier Ministre, J. Castex, énumère avec son plan toute une ribambelle de secteurs et de pseudos projets : hydrogène, fret ferroviaire, rénovation thermique, etc. Mais ce ne sont que des thèmes, pour masquer qu'il effectue essentiellement des cadeaux aux profits et au capital et rien pour l'emploi : zéro emploi pour l'hôpital, autant d'argent pour l'investissement de la SNCF que l'an dernier et aucun engagement d'emploi, alors que 10.000 suppressions d'emploi sont prévus dans le fret ferroviaire !! On peut toujours acheter des trains et construire des rails, s'il n'y a personne pour les conduire, pour organiser la logistique etc., cela ne marchera pas et fera des gâchis considérables.

Par ailleurs, 1% de la somme totale, oui 1% seulement pour la formation !! Quant à la rénovation thermique, comment peut-on envisager de faire une rénovation thermique sans formation massive ceux qui en sont les artisans ? Et sans un appui financier conséquent à celle-ci.

Dire investissement pour l'« hydrogène » ou dire « fret ferroviaire », ce n'est pas dire « emploi ». Et en réalité avec la révolution informationnelle qui donne un rôle clé au travail vivant si on ne fait pas emploi et formation, il n'y aura ni développement du fret ferroviaire, ni utilisation efficace et massive d'un hydrogène non polluant ! A partir des besoins de production, besoins sociaux de vie et besoins écologiques, Il faut dire « emploi et formation » d'abord, et investissement ensuite, la recherche se situant entre les deux.

Donc argent pour les profits et le capital, au nom de l'investissement, et ils croisent les doigts pour l'emploi ??!! Tout en organisant encore plus la

baisse du coût du travail, mais en conjuguant certaines protections par le chômage partiel avec affirmation du risque de chômage et de sa fatalité. Ils appellent ainsi à se satisfaire de sacrifices renouvelés...

Pro-entreprise ? Pro-offre ? Mais cette même politique a fragilisé la production, c'est à dire l'offre, pendant des décennies !! Nous sommes pour développer une toute autre entreprise, une toute autre offre, avec une efficacité nouvelle, sociale et écologique : c'est-à-dire avec en son cœur l'emploi et la formation comme moteur, et non comme conséquence éventuelle, et la lutte contre le coût du capital au lieu de celle contre le coût dit « du travail ».

Alors bien sûr, il y a le changement sur le chômage partiel. Mais enfin, le chômage partiel, ce n'est pas l'emploi !! Et en plus, il n'est que momentané.

La ficelle principale, je le rappelle, c'est de couper d'un côté l'investissement, la production, de l'autre côté l'emploi et le chômage. Les décisions d'investissement, de production, les décisions de recherche seraient du ressort des patrons et des choix boursiers du capital financier. Les décisions d'emploi seraient une pure conséquence de ces choix en amont, réservés aux patrons et dominés par le capital, ses pouvoirs et ses exigences de rentabilité. La puissance publique, la politique ne pourrait qu'accompagner cela, avec des aides à l'investissement, indépendamment de l'emploi, avec l'indemnisation du chômage ou en amendant à la marge par quelques subventions à l'emploi, ou en baissant le coût du travail, renforçant au passage la concurrence et fragilisant la situation des salariés, donc leur efficacité.

J'insiste, l'emploi ne doit pas être une simple « contrepartie » d'un plan malsain, mais un levier majeur incluant la formation. Ce qui implique, non pas de mettre des contreparties, mais des conditions très précises, d'organiser leur suivi, et de baisser d'autres coûts que celui dit « du travail ».

On retrouve cette coupure jusque dans les institutions puisque l'on va prétendre que les régions ont en charge le « développement économique »

mais pas l'emploi ! ... qui, lui, serait réservé à d'autres niveaux institutionnels. Il est crucial de mettre à bas cette construction politique, idéologique et institutionnelle par une campagne tenace, de la dénoncer et de proposer autre chose, jusque dans nos campagnes électorales. J'ai en tête les prochaines élections régionales, les départementales, mais bien sûr aussi les scrutins présidentiels et législatifs à venir.

C'est dire l'exigence d'un apport communiste, de l'intérêt de son originalité, pour répondre à la crise du pays et pour en quelque sorte « recomposer la gauche », mais en recomposer le contenu, en rupture avec les errements pro-capital engagés dès le tournant de 1982-83 mais avec un projet à la hauteur des défis du 21^{ème} siècle, avec les révolutions informationnelles et écologiques, et celle de la mondialisation ou de la monnaie, mais aussi à la hauteur de l'exigence profonde démocratique et d'intervention.

Nous avons tout un ensemble de propositions immédiates contenues dans le plan adopté à notre CN de juin dernier. Je n'y reviens pas, ni même sur les éléments de financement (cotisations sociales, nouvel impôt sur les bénéfices incitatif à la production de richesses et à l'emploi, pénalisant les autres, taxation du capital des entreprises et pas seulement l'ISF, crédit bancaire nouveau, fonds publics en levier sur les banques et entreprises, création monétaire de la banque centrale européenne, avec d'une part notre proposition de fonds européen, et d'autre part la proposition que la Banque de France impulse un refinancement des entreprises sur critères de création d'emploi comme les textes européens le lui autorisent). Elles sont de nature globale. Mais l'heure est à la résistance acharnée et à la construction, à partir des exigences des gens, là où ils sont, en donnant une perspective d'ensemble certes, mais à partir du terrain.

3- La déferlante sur l'emploi et les chantiers de lutte

Les exigences de terrain se nourrissent de toute une série de situations.

On l'a dit, en soumettant l'emploi à la rentabilité financière, au taux de profit imposé par tout le système de pouvoirs et les institutions, le capitalisme nie le travail et son rôle créatif, son rôle productif, ainsi que celui des travailleurs.

C'est insupportable.

Cela l'est encore plus alors que plus de 6 millions de personnes sont inscrites à pôle emploi, alors que des millions de salariés sont en sous-emploi, ou sur des contrats précaires, alors que des surqualifiés sont employés à des travaux répétitifs et de peu d'intérêt dans lesquels on les enferme (les fameux « *bullshit jobs* »), alors que des millions d'autres sont mis à l'écart du travail, discriminés, voire relégués dans un assistantat révoltant, comme des millions de jeunes, de femmes, comme des travailleurs.ses âgés, ou des femmes et de hommes issus de l'immigration et de ce qui était hier des colonies (issus de l'immigration ... depuis parfois plusieurs générations !), etc.

C'est encore plus insupportable, alors que la révolution informationnelle qui se développe de l'intérieur de notre capitalisme très mûr rend décisives ces capacités créatives des femmes et des hommes, et exige une autre conception du travail et de l'activité hors travail. Elle rend tout particulièrement décisifs la formation et la culture de toutes et tous, ainsi que l'accès à une pleine citoyenneté démocratique.

La déferlante économique commence à se déchaîner sur l'emploi, avec déjà près d'un million de chômeurs supplémentaires et comme je l'ai dit la perspective d'un autre million d'emplois supprimés.

Nous disions à notre conseil national du 12 octobre 2019 : « Avec la profondeur de la crise du capitalisme, l'échec des tentatives de réponses nourrit la défiance envers toute forme de pouvoir dans la société comme à l'entreprise. Parce que le consensus autour des gestions patronales est ébranlé, les dirigeant.e.s redoublent d'efforts pour diviser et intégrer les salarié.e.s. » et nous ajoutions qu'il s'agit de « gagner de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs.euses, révolutionner les

rapports de production, imposer la responsabilité sociale et environnementale, il faut reconquérir les entreprises et les lieux de travail. Plus encore avec le risque d'une nouvelle phase de crise qui s'annonce particulièrement grave. C'est un enjeu immédiat, économique, écologique, social, démocratique ! ». Nous y sommes...

Mais celles et ceux à qui nous nous adressons sont confrontés à des situations concrètes différentes. Il nous faut partir de celles-ci. Je voudrais y revenir brièvement, car ce sont autant de chantiers de lutte que nous pouvons nourrir et faire fermenter.

J'en aborderai 7, brièvement.

(1) Les licenciements des grands groupes dans les filières industrielles ou de services, (2) les services publics (a) santé (b) éducation, (3) les jeunes, puis, plus brièvement (4) les PME, artisans et commerçants, (5) le chômage partiel, en effleurant la question de la protection sociale qui va être discutée tout à l'heure ; et encore plus brièvement parce que cela demande encore du travail collectif de notre part (6) les intérimaires et précaires, (7) les discriminations, sachant que trois questions branchent sur l'ensemble : la transformation écologique de la production, la mondialisation, la démocratie.

a- Licenciements-restructurations des grands groupes et filières industrielles ou de services

Plusieurs secteurs sont d'ores et déjà immédiatement concernés : l'automobile, l'aéronautique-transport aérien, la filière énergie (*General Electric* avec EdF, le CEA et d'autres, qui lancent une carte-pétition nationale pour une ré-appropriation publique et pour des états-généraux de la filière énergie), les transports ferroviaires (Alstom et SNCF), mais aussi les télécoms et tout l'informationnel (avec Nokia et France Télécom-Orange) ou bien sûr la pharmacie et Sanofi avec la grande question d'un pôle public du médicament, mais aussi le commerce-grande distribution.

Mais il faudrait parler aussi des banques. Il y a aussi la filière du spectacle et celle du tourisme.

Tout d'abord, une remarque, les grands groupes multinationaux français représentent en emploi direct plus de la moitié des salariés des entreprises, en France. Ce qui est considérable. Ensuite, ils sont très concentrés : les 20 plus grands groupes emploient en France plus de 2 millions de salariés. D'où aussi l'intérêt de travailler là-dessus.

Je me centrerai sur l'exemple de **l'aéronautique**. Une note a été produite conjointement par la commission entreprises, par la commission économique et par la coordination nationale des communistes de l'aéronautique dont je vous conseille la lecture.

Pour simplifier, on assiste à des annonces visant à des plans sociaux massifs, dans les principaux groupes du secteur, Airbus, Safran et Air France mais aussi des sous-traitants importants comme Derichebourg. La demande s'effondre, donc la production et le service de transport aussi. Mais, tout du moins pour la production, elle devrait reprendre à horizon de 2 ou 3 ans. C'est pourtant le prétexte à des restructurations de grande envergure : près de 15.000 emplois chez Airbus, soit plus de 10% de l'effectif, près de 10.000 chez Air France soit 20% de l'effectif. C'est aussi le prétexte à des chantages à l'emploi, à l'image de *Derichebourg aéronautics services* qui est parvenu à imposer un « accord sur la performance collective » supprimant le 13^e mois, la prime du travail de nuit, de transport, ou de restauration.

Les pressions du capital pour sa rentabilité maximale étaient déjà à l'œuvre avant la crise et ne demandaient qu'une occasion pour obtenir gain de cause contre l'emploi !

Au rebours, il est essentiel de préserver les qualifications et compétences des centaines de milliers d'ouvriers, employés, d'ingénieurs, techniciens, cadres, de chercheurs de cette filière. Cette question est vitale pour eux et leurs familles. Elle est aussi déterminante pour relever le double défi

de la révolution écologique et de l'accès de 7 milliards d'êtres humains à des moyens de transports, sûrs, efficaces et ouverts à toutes et tous.

Pour cela, pourquoi ne pas mettre en formation massivement et engager des recherches pendant ces 2 à 3 ans. Notons que 10% de l'effectif, c'est le volume de formation continue que nous revendiquons, à l'unisson de la CGT et d'autres organisations syndicales. Il s'agirait ainsi d'engager des recherches et des formations pour l'avion et l'aéronautique du futur, vraiment écologique, pour un transport aérien différent autrement organisé, en coordination avec les autres modes de transport, etc.

Au lieu de cela, les aides du gouvernement sont de trois types : soutien aux achats (la demande) par des aides à l'exportation et des anticipations de commandes publiques, soutien à l'offre par un fonds d'investissement aéronautique pour les quatre grands groupes, soutien aux efforts de R&D. Sans aucun engagement pour l'emploi, la formation.

Derrière les objectifs écologiques affichés, il s'agit d'abord d'un soutien au capital et à sa rentabilité. Air France, la logique est du même tonneau, avec 3Md€ apportés directement plus un prêt de 4 Md€ garanti par l'État, sans aucune condition sur l'emploi, les capacités humaines : donc liberté aux directions de ces grands groupes de licencier et de satisfaire leurs actionnaires, ceux qui détiennent le pouvoir.

C'est toujours la même logique : diminuer ce qu'ils appellent le coût du travail, mais on ne dit rien des prélèvements du capital : les dividendes exigés par les actionnaires de ces sociétés, les intérêts prélevés par les banques, les rachats financiers coûteux et les gâchis d'utilisation des équipements dûs au manque de formation.

Nous proposons au contraire de

- S'appuyer sur les compétences des femmes et des hommes du secteur en sécurisant leur emploi et en formant massivement

- L'objectif, c'est de viser une toute autre filière du transport aérien, plus propre et coordonné par un grand service public organisant la complémentarité des modes
- Pour cela, il faut des pouvoirs et une autre logique : organiser des coopérations entre entreprises publiques existantes, administrations et collectivités ; faire remonter la propriété publique et le contrôle démocratique des groupes (Safran, Thalès, Dassault, Airbus et des grands équipementiers) ; travailler à l'appropriation sociale des gestions pour que les salariés aient des droits d'intervention sur les choix stratégiques (de recherche, d'investissements, de production, et sur la gestion). De même, des droits pour les habitants et usagers par leurs élus dans le cadre d'une nouvelle planification décentralisée.
- Des financements nouveaux doivent être apportés avec des critères précis -- emploi et création écologique de richesse -- en impliquant l'État mais aussi la BPI et la BCE, finançant à la fois les entreprises et un fonds de recherche pour le développement économique, social et écologique de l'ensemble du transport
- Enfin, les règles doivent être renégociées pour aller vers un principe de coopération (par exemple les accords dits de « ciel ouvert »). Plutôt que le marché, la taxation des billets, etc., il s'agit de rechercher la coopération, la mutualisation au niveau européen et mondial, les complémentarités train-avion dans une démarche d'aménagement du territoire, la coopération avec les services publics qui peuvent être prescripteurs de l'industrie, et non dans une démarche marchande d'appel d'offre. Mais cela va demander de faire évoluer les règles européennes de concurrence. Cela tombe bien, c'est à l'ordre du jour !

Plus généralement, il faut prendre les choses en inversant la logique : l'emploi, la formation, leur sécurisation sont le levier principal ; ensuite faire le lien avec l'enjeu d'une nouvelle industrialisation, à la fois écologique

et sociale, branchée sur une complémentarité entre services (déterminant les besoins, comme ici le service de transport) et industrie ; une coordination par des outils démocratiques et des éléments de planification ; avec des apports de financement publics sur des critères précis baissant le coût du capital et non du travail, et agissant sur l'ensemble des dépenses des entreprises (pas en « béquille » ou en complément suiviste des financements privés). Ces financements peuvent être aussi bien des prises de contrôle public, des nouvelles nationalisations, que des crédits à taux très bas, avec des conditions, des critères précis, ou l'appui financier à la reprise d'entreprise par les travailleurs qui veulent la faire entrer dans le champ de l'ESS ; un suivi démocratique de la mise en œuvre de ces conditions ; et enfin, rechercher une baisse des coûts par le partage et la mutualisation, au lieu de la concurrence et la prise de contrôle financier. D'autres critères d'efficacité et de gestion qui économisent le capital et les ressources naturelles au lieu de maximiser la rentabilité financière des capitaux, c'est la partie la plus coriace, mais aussi la plus radicale.

Le besoin de partage des coûts, notamment les coûts de recherche et de mise au point, est important. N'opposons pas services et industrie : il ne s'agit pas d'avoir des localisations d'assemblage en France avec des salaires de misère et d'accepter que la R&D, la conception et les brevets soient localisés ailleurs et pompent la valeur ajoutée industrielle.

On pourrait, prendre chaque autre secteur, mais je n'ai pas le temps.

Un mot cependant sur **Alstom**, qui fabrique notamment le TGV. Sa fusion avec Bombardier pose de très nombreux problèmes. Entre autres, pour des raisons de concurrence, la commission européenne exigerait qu'Alstom cède la fabrication des trains à hydrogène. Ce serait une folie à mon sens !!! C'est pourquoi nous plaçons pour des accords entre entreprises de coopérations et des partages notamment sous la forme de GIE, au lieu de prises de contrôle par rachat du capital financier, coûteuses pour la société et les entreprises, mais juteuses pour les actionnaires

Un mot aussi sur l'enjeu souvent passé sous silence de **Nokia et France Télécom-Orange**. Un plan social est annoncé chez Nokia, Nokia qui a racheté Alcatel il y a quelques années, il supprimerait 1200 emplois dans l'Essonne et dans les Côtes d'Armor, à Lannion. Or on nous parle sans cesse de la téléphonie 5G pour ne traiter le sujet que par la réglementation qui devrait être plus ou moins anti-Huawei, ou par la question écologique, « faut-il avoir peur de la 5G » et va-t-elle être écologique ou pas ? Mais justement, il y a là deux défis majeurs à relever. Ces défis sont : favoriser le développement d'un matériel et de logiciel franco-européens de 5G, développer une approche écologique et sanitaire de la 5G.

Mais pour cela il faut développer l'emploi, sécuriser les salariés, chercheurs et producteurs, coordonner la filière tant avec les sous-traitants et équipementiers qu'avec le service public France-Télécom-Orange, mettre les moyens financiers, et organiser démocratiquement les choix.

On pourrait encore parler de la filière de la **grande distribution**, où les syndicalistes travaillent sur des propositions d'évolution des métiers de caissiers dans le sens de la relation avec les fournisseurs et producteurs, par exemple pour les normes alimentaires. Dans tous les cas, les idées ne manquent pas. Ce qui manque, c'est d'une part de faire partir la logique de l'emploi et sa sécurisation, d'autre part de mettre des financements qui vont faire lever sur les entreprises pour changer leur façon de faire, et enfin d'exercer un suivi, des pouvoirs sur ces entreprises.

Par ailleurs, souvent, **dans chaque filière industrielle il y a un service public** important qui doit être impliqué en relation avec la définition des besoins et le pilotage de leur réalisation. Travaillons bien la relation nouvelle industrialisation-Services.

Bref, il s'agit de toute une cohérence entre objectifs, moyens et pouvoirs démocratiques.

Pour conclure cette partie, un mot sur les **banques**. Leur restructuration en cours est très grave, même si elle risque d'être invisible.

Schématiquement, on expulse les femmes et les hommes, pour développer une activité de banque faite de traitement standardisés, aveugles, de placements de produits financiers, loin des territoires de leurs réalités et de leurs besoins, et pour développer encore plus les salles de marché. Mais précisément, le moment est au besoin d'une toute autre relation entre banques et entreprises qu'une relation standardisée, impersonnelle, basée sur ce que Marx appelait « les eaux glacées du calcul égoïste ». L'heure est à l'évaluation adaptée de projets innovants, comportant une forte dimension technique et écologique. L'heure est à l'accompagnement d'un tissu de presque 3 millions de PME-TPE ou d'entreprises de l'ESS, à des financements adaptés, sur mesure, évolutifs, à une relation de confiance, durable et construite et non à une relation de marché. Bref, si l'on veut changer le crédit avec de critères précis, et suivre ces critères, il faudra du monde, et du monde qualifié, tant dans les banques que dans les services publics !!

b- Services publics

J'en prendrais deux, l'hôpital et l'Education nationale. Et de façon très schématique.

Pour l'**hôpital**, il faut certes des embauches. Nous avançons le chiffre de 100.000 avec la CGT. Mais il y a deux énormes enjeux. D'une part la formation, car il n'est pas du tout sûr qu'il y ait 100.000 personnels formés disponibles il faut donc embaucher, puis former, en organisant une alternance viable, dans la continuité de revenu, entre périodes de formation et situations de travail, et une mobilité ascendante d'une situation de travail à l'autre (brancardier.e, aide-soignante, infirmière, par exemple). Ceci sans compter les 300.000 revendiqués pour les EHPAD, sans compter les besoins de médecine scolaire, de démographie des médecins et de désertes médicaux, etc.. D'autre part il y a un énorme enjeu de pouvoirs des soignants et usagers dans l'hôpital face à la technocratie.

Pour l'enseignement et l'Education nationale, je serais encore plus court. Si il faut durablement faire cours avec des effectifs divisés par deux, et si on veut récuser la privatisation, comme l'ultra-individualisme, porté par le télé-enseignement à tous crins Alors il faut, grossièrement, moitié plus d'enseignants, et de même pour tous les autres personnels. Or, il est évident qu'il n'y a pas autant d'enseignants formés disponibles ! Il faut donc là aussi organiser tout un chantier considérable de formation-emploi-qualification dans l'urgence. Cette question du recrutement est d'ailleurs au cœur de notre projet pour l'école tel que nous l'avons adopté.

Il faut ajouter aussi les besoins considérables dans les **universités et dans la recherche**. Il y a d'une part l'extrême pauvreté des universités, où le taux d'encadrement et la disponibilité des locaux ne permet que rarement un enseignement en présentiel ! Il y a d'autre part la précarité de la situation des chercheurs eux-mêmes, due non seulement à la faiblesse des recrutements et des rémunérations, mais aussi à la domination progressive des recherches sur contrat et de court terme.

Alors qu'il faudrait sécuriser et développer, pauvreté et précarité sont renforcées par le projet de loi en discussion au Parlement sur l'enseignement supérieur et la recherche !

Mais les choses vont encore au-delà. Si la formation de toutes et tous est au cœur de la mutation productive nécessaire, si la formation est au cœur de la sécurisation, alors le système éducatif, à tous ses niveaux, et tant le système initial que continu, va être sollicité comme jamais pour définir des formations et pour accueillir des milliers et des milliers de nouveaux entrants !! Et c'est tant mieux. La formation est au cœur de la nouvelle régulation de notre projet de société commençant à dépasser le capitalisme : formation et recherche prédominant de plus en plus sur l'investissement matériel. J'y viens dans un instant.

Pour les services publics, réfléchissons un instant aux ordres de grandeurs. Si on considère que sur les 1.500 milliards de la BCE la France en aura peu ou prou 20% (soit sa part dans la zone euro), c'est-à-dire 300

milliards. Si la moitié peut aller aux services publics cela fait quand 150 milliards... ! Donc peut-être 10, 15 voire 20 milliards supplémentaires dans chacun de ces secteurs. Cela change la façon de réfléchir et pourrait permettre d'oser voir les choses vraiment en grand.

Dans les deux cas, hôpital et éducation nationale, doivent être mis en place des pré-recrutements avec un pré-salaire, une formation de qualité, diplômante et un emploi garanti, avec probablement des stages et travaux immédiats et peut-être une forme d'alternance nouvelle, par rapport à ce qui se pratiquait auparavant.

c- Jeunes en formation et jeunes entrants sur le marché du travail

La question des jeunes prend une importance énorme.

Nous avons dit, avec le discours de Fabien à Malo, pas un seul des 750.000 jeunes arrivant sur le marché du travail ne doit être sans emploi. De même, pas un seul des autres jeunes ne doit être sans une formation. Et avec un revenu, une allocation pour ceux qui sont étudiants.

Il y a donc d'une part ceux qui sont en fin d'études d'autre part ceux qui sont en formation.

Pour les nouveaux entrants sur le marché du travail et nouveau diplômés, on devrait avancer tout de suite vers un contrat combinant CDI + droit à la formation avec maintien de revenu pour compléter leur cursus. D'autant plus que les cursus se sont finis dans des conditions très dégradées. Ils doivent avoir droit à une véritable formation complémentaire, avec un temps conséquent, sans perdre leur emploi. Sinon beaucoup d'employeurs vont refuser d'embaucher cette cohorte de diplômés. C'est très grave. De façon plus générale, ce type de contrat CDI+formation doit concerner tous les jeunes, même ceux arrivant sans diplôme. Nous proposons en outre, d'instaurer un quota de 10% de jeunes dans les nouvelles embauches, comme nous l'avons inscrit dans la proposition de loi « Chassaing » de 2017.

Il nous faut récuser l'idée d'exonérer de cotisations sociales les jeunes embauchés, ou de sous-payer les stagiaires ou les jeunes en alternance. Ce sont d'autres coûts qu'il faut baisser, ceux du capital. Sinon ce serait jouer les jeunes contre les autres catégories d'âge. En effet, Castex propose 4.000 euros aux entreprises pour un CDD de 3 mois (« ou plus » dit-il hypocritement). Dénonçons le fait que Castex marche sur les jeunes pour proposer plus de précarité et plus de cadeaux aux profits.

Pour les jeunes en formation initiale, nous voulons avancer vers une allocation d'autonomie, en principe pour tous. En pratique on commencerait par un fixe pour tous les jeunes de moins de 25 ans dans un parcours d'étude ou d'insertion, complété par une partie supplémentaire dépendant des revenus du foyer fiscal de rattachement.

d- PME, artisans et commerçants

Pour le chantier PME Artisans et commerçant, nous pourrions travailler la question de façon très territoriale, en lien avec les municipales et notre proposition de CESEL (comités économiques, sociaux et environnementaux locaux), en mettant la pression sur les banques et interpellant les banques publiques (banque postale, BPI) ou le secteur mutualiste pour un tout autre appui au PME-TPE et artisans. La garantie du crédit est une chose importante, mais le coût de cette garantie aussi, ainsi que tous les autres coûts que les banques font supporter aux PME et artisans commerçants. Or, tout reste opaque dans le coût de ce fameux PGE. Pourtant les chiffres agrégés montrent que les charges financières pesant sur les PME-TPE représentent entre 27 et 40% de leur excédent d'exploitation. C'est considérable. C'est aussi un sujet qui peut permettre de préparer les élections régionales. Ce monde se focalise souvent sur les cotisations sociales parce qu'on le dit que c'est la seule chose qui peut baisser et sur laquelle la politique peut agir. Mais si nous développons un discours sur la baisse des charges financières et bancaires, pour permettre d'embaucher, alors nous pouvons être entendus de façon intéressante.

Et puis il y a toute la question de la sous-traitance et des relations avec les grands groupes.

e- Chômage partiel

Il y a tout un chantier qu'il nous faut travailler en urgence sur le chômage partiel. Il traverse les différents chantiers (aussi bien les grandes entreprises, que les PME ou les travailleurs précaires). Il concerne à la fois la rémunération (100% du salaire, au lieu de 84%, voire 72%), le financement de celle-ci (pour l'instant cotisations sociales + abondement Etat) son déficit à venir³, mais aussi les conditions mises envers les entreprises pour qu'elles soient éligibles au chômage partiel et donc les droits collectifs des salariés, exercés à travers les CSE (certains groupes tels Bouygues apprenant qu'il leur fallait renoncer aux dividendes ont décidé de basculer leur salariés en télé-travail,...), et enfin, surtout, exiger la transformation du chômage partiel en allocation-formation pour un certain nombre de salariés et l'élaboration collective de ces formations.

f- Protection sociale

Plus généralement, je souhaite dire quelques mots de la protection sociale. Elle est d'une part sollicitée comme jamais par la crise actuelle, et son déficit s'en ressent, d'autant plus que le gouvernement a pratiqué des reports de cotisations sociales à tour de bras. Elle va donc être l'objet d'une bataille terrible de contre-réforme dans le sens d'une régression sociale : fiscalisation contre la cotisation sociale, marchandisation, conception assurantielle en termes de risques et « spécialisations » des dits risques, création d'une cinquième branche. Je ne peux pas développer ici, mais le PLFSS va être un enjeu énorme.

Rappelons que la protection sociale, c'est à la fois la sécu, avec ses quatre dimensions, la maladie, la retraite, la famille, les accidents du travail, mais c'est aussi le chômage.

³ Actuellement il semble que le financement est équilibré par l'Etat à travers l'utilisation de son propre déficit, donc *in fine* la question est : financement par création monétaire *versus* par emprunt sur les marchés financiers.

Le point fondamental est que le développement de l'emploi et sa sécurisation sont la base majeure de consolidation de la protection sociale et de son financement, en lien avec une production nouvelle et efficace.

Je ne développerai pas ici nos propositions de financement.

g- Intérim et précaires - Service public de l'emploi et de la formation

Le grand enjeu de l'intérim et des contrats précaires, c'est non seulement leur sécurisation, au sens de la conversion en CDI, mais aussi, parfois surtout, la conversion des emplois eux-mêmes en emplois de qualité ! Ou l'accès à une formation sérieuse et de qualité permettant d'évoluer.

Cela implique d'une part une approche par site, où dans l'industrie et les grands groupes de services, ils travaillent aux côtés des autres salariés, en veillant à avoir une expression spécifique de leur situation.

Il faut aussi mettre le coup de projecteur sur le rôle du service public de l'emploi et de la formation (SPEF). Celui-ci pourrait jouer un rôle d'appui aux précaires et intérimaires dans leur relation avec les employeurs. Il devrait pour cela avoir beaucoup plus de moyens et avoir pour mission, comme nous le proposons, la sécurisation des parcours et de l'emploi. Nous pourrions porter cela dans les discussions qui ne vont pas manquer d'avoir lieu sur pôle emploi. Enfin, nous proposons d'aller vers un contrat double, sécurisé, chaque salarié ayant un contrat avec son employeur et une convention avec le SPEF chargé de l'appuyer et de travailler à sa sécurisation, et à celle de son revenu. Bien sûr, c'est un renversement total. Chacun s'il s'engage dans un projet d'emploi et de formation pourrait avoir ce type de convention avec le SPEF. Cela ouvre sur tout le chantier de l'indemnisation du chômage, et de l'accompagnement des chômeurs, mais aussi de tous les privés d'emploi qui, actuellement, ne sont pas comptés comme chômeurs. L'idée d'un système de SEF est celle d'une sécurité d'emploi, de formation et de revenu, donc d'un revenu décent pour tous, y compris les privé.e.s d'emploi.

h- Discriminations, racism

Il nous faut avancer sur cette question avec la même démarche que pour les autres : accès à toutes et tous, sans discrimination. C'est une question qui est au cœur de notre projet communiste, comme de celui de SEF. Accès à toutes et tous, mais pas en laissant chacun se débrouiller face au marché et aux patrons. Voyons bien que l'insécurité fondamentale de vie, dont le marché du travail capitaliste est un pilier, est au cœur de toutes les discriminations et du patriarcat. Nous voulons d'une part des obligations pour les employeurs, d'abord sur l'égalité salariale entre femmes et hommes, avec sanction et droit de saisine du CSE ou des représentants du personnel par les discriminé.e.s, un appui des services publics. D'autre part il est hors de question que telle ou telle catégorie soit employée au rabais, donc pas d'exonérations de cotisations sociales ou autres mais des baisses du coût du capital. En revanche, il faut un appui spécifique par le service public de l'emploi et de la formation, avec des dispositifs précis pour permettre l'entrée dans l'emploi et l'accompagnement, avec un droit systématique à des formations de qualité pour l'accès à l'emploi, avec des allocations, avec des services publics notamment pour la garde d'enfants ou pour le logement. Il pourrait y avoir des engagements territoriaux quantitatifs, au sein des conférences permanente, à résorber telle ou telle discrimination sur un certain laps de temps, avec un suivi de ces engagements. Ce sont des principes, qui restent bien évidemment à travailler avec les secteurs concernés et à croiser avec le vécu et les aspirations.

D'autre part, il nous faut nous appuyer sur les aspirations émancipatrices, des femmes et du féminisme, de l'anti-racisme, des jeunes, de la liberté du dépassement de la catégorisation en genre et de l'essentialisation des différences, d'autant plus qu'il rassemble et ne touche pas que les discriminé.e.s. S'appuyer d'une part sur des aspirations à être considéré dans tous les domaines comme une personne humaine, au lieu d'être considéré comme une marchandise, un objet, appendice des machines et du capital, dont le système exige une standardisation, ou tout du moins un

pré-formatage. Ceci alors que, d'autre part, la nouvelle civilisation de la révolution informationnelle - qui n'est pas que technologique comme y insistait Paul Boccard et comme le développe notre camarade Jean Lojkine - a besoin de la créativité, de l'originalité de chacun, et qu'elle s'en enrichit même, au sens propre, dans les nouvelles conditions objectives potentielles de cette révolution que le capitalisme refoule, tord et perverti.

Ce sont donc indissociablement des aspirations et une exigence à un tout autre travail mais aussi à une toute autre relation avec ce qui n'est pas travail (vie sociale, vie personnelle, vie familiale), sans cliver et cloisonner les différents aspects. Qui tous participent à la construction de soi, en société et non contre les autres, ni contre la dignité humaine.

Le fond des choses, c'est que chacune et chacun a droit en égale dignité à un accès à un emploi choisi librement, dans la sécurité mais sans être enfermé dans cet emploi, à un emploi de qualité, et à une formation permettant cet emploi et permettant de faire autre chose et de se développer, y compris de réduire le temps de travail va déverrouiller ce système.

Nous avons à travailler ce lien dans notre façon de porter ces luttes et de nous adresser à toutes et tous.

Au total, chacune de ces situations que j'ai brièvement abordées constitue autant de chantiers de travail pour notre CN et ses secteurs de travail, et pour l'ensemble de notre parti, ses fédérations, ses sections, ses militant.e.s avec leur apport créatif, sur le fond, mais aussi pratique absolument indispensable à présent avec le mûrissement de notre société et la profondeur « catastrophique » de la crise de civilisation.

Par ailleurs, et plus généralement, si le COVID dure, au final tout le monde, tous les secteurs d'activité devraient se dé-densifier. Et donc

l'organisation de rotations réalistes entre emploi et non-emploi, et non pas l'obligation du télétravail, va se poser pour toutes et tous.

4- La sécurité d'emploi et de formation : ce qu'elle est, sa logique, sa portée

L'idée est que de l'intérieur de chaque chantier, se pose la question de mettre au cœur des réponses la sécurisation de l'emploi et de la formation. Il ne s'agit donc pas d'aller bille en tête avec notre proposition, mais au contraire de montrer qu'elle découle de la réponse aux problèmes posés concrètement.

Mais dans le même temps, sans une proposition d'ensemble et systématique, on aurait du mal à voir les éléments communs, la logique d'ensemble des réponses.

C'est bien pour cela que nous avançons l'idée d'un système de sécurité d'emploi et de formation (la « SEF »). Pour donner un sens à une myriade de revendications. Le sens d'un projet de société. Pour le nommer, comme dit le poète.

Mais pas seulement pour donner un sens, pour munir les batailles d'institutions communes à l'appui des réponses, d'une visée commune. C'est de cette façon que nous proposons de porter notre proposition de fond, confirmée d'ailleurs par notre 38^{ème} congrès. C'est en ce sens que nous mettons à jour notre proposition, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle monte de la situation objective elle-même.

a- Contexte et sens

La sécurité d'emploi ou de formation est un projet communiste, radical et réaliste. Il a été formulé dès 1996 par Paul Boccard, à la suite des grandes batailles de décembre 1995, avant qu'il ne le présente de façon détaillée dans un livre de 2002. Mis en débat dans le parti, il en est devenu ensuite le bien commun.

Repris et déformé en tous sens par d'autres, ce projet nécessite une nouvelle appropriation créative et collective car elle constitue une proposition communiste centrale et une perspective majeure renforcée par la situation actuelle et à l'appui des luttes, comme y insiste notre 38^{ème} congrès.

Présenter la SEF comme l'ambition d'une Sécurité sociale du 21^{ème} siècle montre à la fois l'ambition profonde, radicale, révolutionnaire, mais peut l'amener à être comprise et récupérée de droite - et elle l'est parfois - comme un simple dispositif d'accompagnement social des licenciements (baptisées « transitions professionnelles ») par des indemnités et une formation alibi. Il s'agit au contraire d'un levier pour agir sur les entreprises et sur l'emploi, et d'une perspective révolutionnaire politique et de société d'une nouvelle conception de l'efficacité, et même de la civilisation, de l'émancipation des femmes et des hommes conjuguant travail et autres activités sociales libres, avec la formation qui se situe entre les deux.

Récemment, en janvier 2017, elle a fait l'objet d'une proposition de loi élaborée avec André Chassaigne et déposée à l'Assemblée Nationale pour mener la bataille politique désertée alors par une partie de la direction nationale.

Je ne reviens pas sur notre texte de congrès, mais je vous invite à vous y reporter.

« Nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. Cette proposition prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne.(...) ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le chômage, de révolutionner le

contenu du travail, de dépasser l'opposition travail-hors travail (...). Il ouvre la voie à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, pour les activités sportives, politiques, syndicales ou associatives. Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'une protection sociale efficace ». (extrait du texte d'orientation adopté au 38^{ème} congrès du PCF)

Avec la SEF, il s'agit de dépasser le marché du travail dans un processus de lutte à partir des exigences objectives (la réalité) et subjectives (exigences des gens). C'est, de façon marxiste, un but formulé à partir de ce qu'expriment les luttes, une sorte de « passage à la limite », dans un processus marxiste d'élaboration d'aller-retour avec le réel.

Comme nous l'écrivions à notre 38^{ème} congrès « à l'opposé [du] travail de division [que mène la grande bourgeoisie], il s'agit de faire prendre conscience par les luttes et l'éducation populaire que [chacune et chacun] s'affrontent à la même logique, au même adversaire et combien leurs aspirations ont des besoins communs : (...) « une sécurité d'emploi, de formation et de revenus ».

De quoi s'agit-il concrètement ?

Eradiquer le chômage et la précarité en répondant à trois besoins : (1) besoin de **souplesse**, pour l'évolution des productions tout particulièrement la transformation écologique et sociale de notre mode de production, (2) besoin de **sécurité** et aspirations sociétales à une vie émancipatrice dans la maîtrise des temps et de la relation entre travail et hors travail, (2) besoin de **efficacité nouvelle** qu'appelle la révolution informationnelle qui met les compétences des salariés, leur créativité en son cœur, et plus généralement rend prioritaires les dépenses de développement des capacités humaines plutôt que l'accumulation du capital financier et matériel.

Eradiquer le chômage, ce n'est pas rien dans le capitalisme. Car les chômeurs sont « l'armée de réserve » utilisée par le capital pour peser sur les cotisations de rémunération des travailleurs en poste et sur leurs conditions de travail. En la supprimant, on retire au patronat une arme de poids contre les travailleurs.

b- Idée de base et caractéristiques

L'idée de base de la SEF est que chacune et chacun se verrait assurer soit un emploi, soit une formation débouchant sur un emploi, un meilleur emploi que le précédent, dans une sécurité de revenu, et un progrès de celui-ci, et une liberté de choix.

On peut relever 11 caractéristiques du projet, qui renvoient à des droits, des libertés et des principes :

J'insisterai sur le premier

- 1- **Sécurité** : le droit à la sécurité de revenu et à la maîtrise des sécurités, au lieu de l'insécurité aliénante du marché du travail liée à la fois au chômage, au revenu précaire et au ballottage d'un emploi à l'autre, et même d'un poste à l'autre au gré des restructurations, dans les entreprises et même dans la fonction publique. Cette question de la sécurité est fondamentale. On pourrait même présenter la très longue histoire des civilisations humaines, de l'homínisation, comme une longue marche vers la sécurité, ou les sécurités fondamentales, au contraire de la précarité sauvage dont Laurence Parisot, ancienne présidente du MEDEF avait fait l'éloge. Nous devons prendre cette aspiration de façon offensive. Ne laissons pas cette aspiration à ceux qui la pervertissent, à l'instar des « va-t-en guerre » qui pervertissent la grande aspiration humaine à la paix. Sécurité s'oppose radicalement à précarité et à flexibilité. L'aspiration à la sécurité renvoie au besoin de toute une construction sociale de pouvoirs par des institutions, des règles et des droits personnels et collectifs, des moyens hautement socialisés, un progrès économique, avec la recherche d'une autre efficacité, mais aussi un progrès de civilisation.

- 2- **Mobilité** : le droit à la mobilité entre emploi et formation, entre emploi et un emploi différent jugé meilleur. C'est l'idée de la possibilité de dépasser les enfermements et certaines aliénations.
- 3- **Pouvoirs nouveaux face aux marchés financiers** : des pouvoirs sur la définition des productions, sur les décisions d'investissements, sur l'organisation du travail, mais aussi en amont sur les décisions de recherches, et bien sûr sur l'utilisation des fonds. Ce sont à la fois des droits et des libertés nouvelles.
- 4- **Efficacité nouvelle** : je l'ai déjà développé
- 5- **Liberté nouvelle** : une liberté de se former, de se développer soi-même, une liberté de réduction du temps de travail, d'autres activités sociales émancipées du marché du travail, mais en articulation avec celui-ci
- 6- **Travail nouveau et épanouissement**. Je l'ai développé, notamment en introduction et à partir du chantier « discriminations, anti-racisme, féminisme ».
- 7- **Levier** : un levier d'intervention et d'action sur le couple entreprises-banques.
- 8- **Services publics** : Des services publics dans une conception nouvelle, en appui à la sécurisation et à l'intervention. Je pense tout particulièrement à trois services publics : un service public de l'emploi et de la formation (SPEF), le service public de la monnaie et du crédit, le service public de la statistique de la prospective et du suivi économique et social. Le SPEF n'existe pas, en réalité. On a le service public de la formation professionnelle d'un côté, celui du chômage de l'autre. Il faudrait vraiment le développer et le transformer profondément et qu'il agisse en appui aux gens et à leur sécurisation (en partant de pôle emploi, la formation continue, l'inspection du travail, etc.). Le service public de la monnaie, avec la création monétaire, les banques publiques existantes et des banques à nationaliser, doit devenir très important et il y a celui de la fiscalité sur les entreprises, qu'on pourrait considérer comme un

service public de l'action sur les entreprises (y compris le suivi des aides, etc.).

- 9- **Dignité et insertion** : c'est l'idée de promouvoir l'emploi, ainsi que l'emploi digne et de qualité pour chacune et chacun, mais aussi de promouvoir les personnes et la capacité à développer son originalité en société commune. En effet, le plein-emploi, notion keynésienne, ce n'est pas l'emploi pour toutes et tous, et on ne se préoccupe pas de son contenu, avec une vision standardisée, voire assignée, des travailleuses et travailleurs. La SEF au contraire, c'est une responsabilité pour une égale dignité et pour que chacune et chacun ait un emploi, et progresse : insertion des jeunes, faire reculer le sous-emploi des femmes, avec des temps partiels imposés, etc. Il s'agit de toutes et tous, quel que soit le genre, la génération, l'origine présumée ou assignée, ou encore la différence physique.

- 10- **Démocratie** : Il s'agit des conférences territoriales, régionales et nationale, sur lesquelles je vais revenir.

- 11- On pourrait ajouter la dimension **internationale** que je ne développerai pas pour l'instant

c - Portée révolutionnaire

La SEF articule émancipation personnelle (notamment par la formation, mais aussi par un travail plus digne et mieux maîtrisé) et contribution à la société, à son développement, par son travail, par la participation à la production, mais aussi par les autres activités créatrices. D'une certaine façon, on va au-delà du communisme de nos anciens, parce que la société est plus développée. Par exemple au-delà d'une certaine idéologie rugueuse qui s'est développée en Union soviétique et qui tend à réduire la personne à sa contribution à la société par son travail.

Là, nous pouvons poser la question d'un communisme plus ambitieux et plus moderne. C'est aussi parce que nous ne sommes pas dans les mêmes

conditions historiques que l'arriération russe, dont souffrait tant Lénine, ni même dans les conditions de la France des années 1950 !

La SEF prend au sérieux la possibilité ouverte par la révolution informationnelle que « *le libre développement de chacun devienne la condition du libre développement de tous* ». En tous cas, d'aller en pratique vers cette définition du communisme par Marx.

La SEF, c'est de nouveaux droits et une nouvelle liberté, dans l'efficacité et grâce à l'efficacité. Il faut insister sur la liberté. Il s'agit de sortir le travail et l'emploi - ainsi que la production - de la domination du capital. Bref, d'engager le dépassement du marché du travail... qui est un marché.

Voyons bien en effet que la sécurité s'oppose à la précarité fondamentale du marché du travail capitaliste où tout salarié (à l'exception notable des fonctionnaires⁴) est fondamentalement précaire, il peut être licencié. C'est lié au fait de le réduire à une marchandise, la force de travail, que les employeurs achètent ou non, et peuvent rejeter dans le chômage. Cette précarité serait supprimée. Avec la formation rémunérée et choisie, la SEF s'oppose aussi au maintien des travailleurs dans un statut subalterne, et à l'alternative fermée entre travail et chômage. La SEF s'oppose aussi aux monopoles de pouvoir du capital sur l'organisation du travail, la direction des entreprises les moyens de financement car les travailleurs disposeraient de pouvoirs d'intervention nouveaux dans les entreprises et de pouvoirs de saisine du crédit bancaire. Paul Boccara considérerait même la SEF dans la perspective d'un dépassement du travail lui-même comme « *forme historique aliénée des activités créatrices, qui sont le propre des êtres humains, pour des activités sociales de créativité maîtrisées par chacun* ».

d- Fonctionnement

⁴ Et encore, pour les fonctionnaires, les modes de gestion avec la mobilité imposée et les restructurations permanentes, comme la récente mise à bas du statut de la fonction publique, tendent précisément à précariser les fonctionnaires et à revenir sur les avancées de sécurité offertes par le statut, y compris avec ses mobilités et moyens de formation. Au rebours, il faudrait développer ces deux éléments - sécurité et droit à la formation - avec des mobilités plus ouvertes et mieux maîtrisées.

Comment serait assuré le revenu ?

Il faut d'abord revenir sur un point. Pour une personne, il faut distinguer le salaire et les autres revenus, comme les allocations formation.

Le salaire c'est la contrepartie monétaire d'un travail prescrit par un employeur, tandis que le revenu qu'on touche c'est plus large que le salaire et cela peut être sans contrepartie. Un revenu qui n'est pas du salaire c'est, par exemple, les allocations formation, les aides sociales qui sont de la redistribution prise sur une production faite par les travailleurs.

Dans toutes les sociétés, les travailleurs produisent plus que ce dont ils ont besoin pour eux, individuellement. Dans le capitalisme, c'est le capital qui a le pouvoir sur ce qu'ils produisent en plus de leurs besoins, la plus-value. Et une grande partie va en profit. Mais dans notre société, qui est quand même très développée le capital a dû faire la part du feu et cette valeur supplémentaire est déjà mixte, même si le capital la domine. Ce revenu supplémentaire est mutualisé, pour une part importante, en cotisations sociales ou va aux services publics, etc.

Dans un système de SEF, le salaire serait assuré par l'entreprise ou l'employeur (Etat, collectivité publique, etc.). Le revenu autre serait financé par le nouveau système, notamment à partir de cotisations sociales mutualisées, de nouveaux prélèvements, d'une contribution possible de l'entreprise et d'éventuelles avances par un Fonds de sécurisation de l'emploi et de la formation.

Le système développe le revenu global produit sur lequel est prélevé le revenu versé. Car la formation améliore l'efficacité et les droits d'intervenir sur les investissements, la production, l'utilisation des fonds permettent de viser cette croissance du bon revenu, au lieu de l'intoxication de la croissance par le profit et le cancer financier.

Il faut bien se rappeler que le revenu global n'est pas un gâteau existant, il faut le produire, pousser son élargissement, même si on peut un temps

avancer des revenus par la création monétaire en attendant d'avoir produit ce qui a été avancé.

Le travail que nous avons réalisé pour la proposition de la loi « Chassaigne » sur la SEF déposée en 2017, juste avant la présidentielle, contenait différents éléments de mise en pratique. J'en donnerai quatre ici.

Le pivot de la mise en œuvre de la SEF commun aux différents chantiers serait l'instauration de **conférences régionales permanentes de l'emploi, de la formation et de la transformation productive écologique** réunissant des représentants des travailleurs, des élus, des associations, des représentants des entreprises, des services publics de l'emploi et de la formation. Elles fixeraient des objectifs annuels chiffrés d'emplois et de mises en formation, et des objectifs de production répondant aux besoins sociaux et écologiques. Elles débattraient de l'efficacité des politiques d'emploi et des pratiques des entreprises. Elles pourraient saisir un Fonds régional pour l'emploi et la formation (FREF) à l'appui de la réalisation des objectifs d'emploi qu'elle se fixe. Le même type de Conférence et de Fonds serait instauré au niveau national, coordonnant les conférences régionales.

e- Le débat politique

La SEF s'oppose à la **flexi-sécurité** objectif majeur de l'UE, laquelle flexi-sécurité a sa version de droite et « de gauche », de Macron à la CFDT. La flexi-sécurité, c'est faciliter les licenciements en contrepartie de petites sécurités très limitées. Les licenciements sont pris comme une donnée qu'il faudrait accepter, puis accompagner plus ou moins, selon son degré de social ou de libéralisme. De nombreuses voix à EELV sont aussi en faveur de la flexi-sécurité.

Il faut avoir aussi en tête la formule sous laquelle le Medef avait présenté sa propre vision par la voix de l'institut Montaigne lors de la présidentielle

de 2017 ... le **CEF : capital emploi-formation**. Chaque salarié aurait un capital argent (non pas heures) qui ouvre un droit à la formation ... sans aucune garantie pour lui en emploi, ni contrainte sur les entreprises pour assurer un emploi et un financement. Ce « capital » s'accumulerait au fur et à mesure et lors des « ruptures professionnelles ». Au salarié de le mobiliser quand il est mis au chômage. Le montant évalué était non seulement dérisoire (autour de 6 Md€), mais était supposé remplacer d'autres cotisations sociales, voire les primes de licenciement. C'est l'accompagnement des licenciements.

Il faut voir aussi le **débat à gauche**.

Nous partageons deux objectifs : un revenu pour tous et la possibilité d'un travail pour tous (ce n'est pas la même chose que tous au travail !! qui ressemblerait gravement au travail obligatoire...).

Il y a d'abord le « **revenu universel** » de Benoît Hamon. Nous partageons l'idée d'un revenu pour tous, y compris sa dimension philosophique. Mais avec cette proposition, le revenu est totalement coupé du travail et de l'emploi, cela enferme dans un ghetto qui s'oppose à l'aspiration à la dimension de dignité et d'apport à la société que contient le travail. En outre on ne se préoccupe pas de produire le gâteau à partager et encore moins de l'étendre. Ce revenu risque donc, comme beaucoup l'ont remarqué, d'être surtout un minima social car on reste dans la pure répartition de la richesse produite. Et d'ailleurs, la première étape proposée, récupérée en outre depuis par Macron, consiste en une reconversion-fusion des minimas sociaux existants. Enfin, cette approche partage l'idée d'une fatalité de la baisse du volume d'emplois, de la raréfaction technologique de l'emploi. Et donc elle nourrit l'idée de l'acceptation des licenciements.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon a avancé la proposition de « **l'Etat employeur en dernier ressort** ». C'est l'idée que l'Etat embauchera tous les chômeurs, qui n'auront pas été embauchés autrement. Présentée comme très keynésienne et avec l'apparence de radicalité que sait bien mettre

Mélenchon, c'est en réalité déresponsabiliser totalement les entreprises et le patronat, aussi bien sur les licenciements que sur le volume d'emploi, ou encore sur la qualité des emplois. C'est ce qu'a bien expliqué Denis Durand dans son article, toujours d'actualité, publié en 2017 sur Médiapart : « Mélenchon, le problème c'est le programme ». En outre, cette proposition, hyper étatique, ne tient pas la route économiquement : d'où l'Etat tirerait les moyens financiers d'embaucher les chômeurs ? et si c'est par création monétaire, comment produire les richesses correspondant à cette création monétaire ? Il faut former, investir. Donc se poser la question des entreprises (leurs critères de gestion et les pouvoirs sur les entreprises) et de la formation, du lien formation emploi. On y revient nécessairement ! Or L'évolution des activités, la conception de l'efficacité sont des questions politiques majeures qu'on ne peut pas éviter. Mais Jean-Luc Mélenchon a souvent déclaré : « laissons les patrons faire ce qu'ils savent très bien faire : gérer » !... Je ne ferai pas de commentaires.

Un peu dans la même veine, on a la proposition de « **salaires à vie** » portée par le sociologue Bernard Friot. L'idée est la suivante : un salaire tout la vie, financé par des cotisations sociales, car toute activité est un travail. Sous une apparence simple, c'est un ultra-simplisme. Confondre salaire et revenu revient à dire aux licenciés de l'automobile qui vont toucher une allocation (un revenu) après leur licenciement : « Vous touchez votre allocation, on va dire que c'est un salaire et que votre activité est un travail, et vous toucherez votre allocation toute votre vie. » Dans ces conditions Pourquoi se battre pour un emploi ? Non seulement c'est totalement à côté des luttes et exigences, mais en plus cela ne tient pas la route. Il faut bien distinguer travail, qui produit des valeurs sociales permettant de financer (par des cotisations ou autres) le revenu de ceux qui ont une autre activité ! Et il faut développer l'efficacité, par la formation, la recherche et l'investissement efficace.

Enfin, parmi les formations qui se réclament de la gauche, on continue à trouver la notion de **flexi-sécurité** : sous forme d'un « accompagnement

sympa » des chômeurs... Par exemple chez EELV ou du côté du PS. L'idée, que l'on peut même retrouver parfois chez nous, est de travailler sur les reconversions en responsabilisant le service public de l'emploi... tout en prenant les licenciements pour une donnée et sans agir sur les entreprises. Mais même, une première version de proposition de loi (PPL), intitulée « **garantie salaire-formation** » nous avait été soumise qui allait tout à fait en ce sens : face à des licenciements, on met une allocation qui maintient le salaire pendant 2 ans, mais on ne maintient pas le contrat de travail, on accompagne par pôle emploi avec de la formation. IL est nécessaire d'améliorer les allocations chômage, mais cela ne suffit pas. Qu'est-ce qu'on fait s'il n'y a pas d'emploi au bout ? Il faut au contraire impliquer les entreprises, les responsabiliser dans la création d'emploi pour des productions efficaces et utiles dans les territoires, tout en mobilisant certes pôle emploi. Des restructurations sont nécessaires, des évolutions profondes des productions, mais c'est au contraire en s'appuyant sur l'emploi et en faisant levier sur les entreprises pour un autre type d'investissement et de production qu'on en relèvera le défi. C'est d'ailleurs le sens des batailles en cours, que ce soit à Renault, à *General Electric*, à Alstom, à Air France ou ailleurs.

La SEF est un levier d'action sur les entreprises et les banques, pour qu'elles suivent une autre logique que celle des marchés financiers et du taux de profit des capitaux. Cela veut dire qu'il faut assumer une forme de conflictualité. Certes, il ne s'agit pas d'entrer dans une logique de « tout ou rien », notamment avec les autres forces de gauche, mais de voir la nécessité d'une cohérence minimale et d'une certaine radicalité pour être au niveau des exigences objectives.

L'enjeu du débat à gauche, comme des luttes politiques ou sociales dans le pays c'est : mettre à l'appui de l'objectif social d'un emploi et d'un revenu sécurisé des moyens à la hauteur (argent, formation, services publics) et des pouvoirs adéquats exercés par des institutions nouvelles, notamment sur l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques (et par l'Etat employeur).

f- La logique économique profonde

Je l'ai dit auparavant. Il s'agit juste ici de récapituler les choses. La logique économique profonde c'est celle de répondre au défi de la révolution informationnelle. A savoir le défi d'une nouvelle efficacité reposant prioritairement sur les capacités humaines, leur développement, la créativité, qui développent l'information par contraste avec la révolution industrielle où l'efficacité reposait sur le développement des machines ou équipements matériels. C'est pourquoi les choses doivent commencer à se retourner : l'emploi, les dépenses de qualification, de recherche, les services publics (porteurs de partage), doivent commencer à prédominer. Nos gouvernants ne veulent pas voir la révolution qui pousse avec la révolution informationnelle qui exige une révolution dans les rapports sociaux de production, de circulation, de répartition du revenu, et de consommation.

Qu'est-ce qui empêche d'aller vers cette logique nouvelle ? C'est la domination du capital : sa logique, ses prélèvements (coût), ses pouvoirs.

g- Nouvelle régulation sociale et Dépassement du marché du travail

Un mot de théorie sur le marché du travail et son dépassement. Le dépasser, de façon révolutionnaire, donc une abolition réussie, cela veut dire prendre son rôle, sa fonction au sérieux.

Son rôle, c'est d'organiser les mobilités. Et ceci pour permettre deux choses : la baisse des coûts et la « redistribution » des activités, le changement des activités.

Mais il le fait de façon violente, en jetant les femmes et les hommes au chômage, en les traitant comme des marchandises, en cassant leurs capacités.

Dans une vision marxiste, c'est un progrès par rapport au féodalisme. C'est le progrès qu'apporte le capitalisme, à travers des crises. Mais les gâchis et souffrances prédominent très largement aujourd'hui. Il s'agit donc de dépasser le marché du travail, non pas avec un emploi fixe et rigide, mais

avec cette sécurité d'emploi ou de formation, dans une mobilité maîtrisée, avec une sécurité de revenu, et en recherchant un progrès de l'emploi et du revenu.

L'idée, c'est qu'il faut conserver les femmes et les hommes, développer leurs capacités et leurs compétences, pas nécessairement conserver les structures si on doit s'en séparer. Le capitalisme fait presque l'inverse.

Dans la régulation capitaliste le marché du travail joue de la façon la suivante, en régime normal. S'il y a une baisse de la demande, alors (1) on jette les gens au chômage, l'entreprise s'en sépare, ce qui diminue ses dépenses salariales, (2) on fait des investissements nouveaux, en machines, qui vont déjà tirer eux-mêmes la demande de fabrication de machines et ainsi soutenir l'activité, (3) on redémarre avec des productions nouvelles sur une base plus large et donc on ré-embauche, éventuellement de nouveaux arrivants. C'est ainsi que le capitalisme se développe et développe l'emploi, de crise en crise. De nos jours bien sûr cela ne marche que de façon limitée, voire pas du tout, car nous sommes en crise systémique.

Dans la nouvelle régulation que porterait la SEF, très liée à la révolution informationnelle on aurait les enchaînements suivants. S'il y a une baisse de la demande, alors (1) on diminue le travail et on met les gens en formation, mais ils gardent leur emploi et leur revenu, (2) cela induit une demande de services publics de formation qui soutient l'activité, (3) on engage des recherches, de la R&D, et des concertations pour des productions nouvelles écologiques et sociales, et des investissements d'un type nouveau avec un contenu humain important (investissements immatériels de type reprogrammation des machines, etc.) (4) on redémarre pour des productions nouvelles et les gens passent de la formation au travail, avec éventuellement des embauches nouvelles et de la RTT. Et nous, avec la SEF, nous voulons organiser cela autrement que par le marché.

Remarquons que les services publics de formation, voire de recherche, jouent là un rôle fondamental : à la fois pour soutenir la demande mais aussi pour améliorer l'offre.

5- Maniement politique et mise en œuvre

a- Maniement politique

Il faut partir des exigences et des batailles concrètes en les considérant comme autant de ripostes à la crise et de chantier implicites de la SEF. On pourrait parler de « chantiers pour de nouvelles sécurités de vie ».

Abordons le terrain en étant à l'écoute, attentifs aux exigences et au vécu, et avec le souci de proposer une cohérence et un sens. La cohérence, c'est celle entre l'objectif de sécurisation (au sens plein et fort), moyens financiers et pouvoirs démocratiques. Le sens, c'est celui la réponse aux besoins (sociaux et écologiques) par une efficacité nouvelle, favorisée par la baisse des coûts du capital, par une priorité à d'autres dépenses que celles pour le capital et par la partage des coûts.

Cela peut se cristalliser dans une bataille commune qui ramène à de nouvelles institutions démocratiques, à partir des territoires, des institutions portant cette cohérence et leviers d'une efficacité nouvelle en lien avec les services publics. C'est cela qui est révolutionnaire. Il s'agit des conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique. Institutions de fait, que nous pouvons lancer dans les luttes à partir comités de lutte ou de défense ; et institutions dont nous réclamons la mise en place officielle. A travers ces institutions il s'agit de se donner les moyens de délibérer et d'agir sur les entreprises et les banques pour avancer sur cette grande question qui travaille toute notre société, tout le monde. Question de société et question de politique, pour une nouvelle conception.

La SEF est fondamentalement une sorte de boussole, de guide pour l'action et les luttes politiques. Il ne s'agit pas de proposer un système clés en

lains, mis plutôt d'éclairer les batailles, en leur donnant une perspective, en ayant en tête les obstacles et la nécessité de cohérence à faire monter.

Deuxièmement, il nous faut porter la SEF dans le débat politique comme un apport à notre pays et à gauche pour les idées de transformation sociale. Elle donne un but, comme le fut le grand objectif de la sécurité sociale à la Libération, en plus ambitieux encore. Dans le même temps, elle montre la nécessité d'une transformation radicale, c'est-à-dire qui prend les choses à la racine. Elle peut recomposer la gauche sur un contenu et avec notre originalité.

Ce n'est pas une proposition « clés en mains » non seulement parce qu'il s'agit de prendre les recherches politique actuel ou les tâtonnements des luttes pour leur donner une perspective. Mais aussi parce que le moment politique n'est pas à faire des plans « à blanc » comme si nous étions au gouvernement ! ou comme si le gouvernement allait appliquer notre plan dans les semaines qui viennent...

Par contre il faut faire comprendre la nécessité de cohérence, au sein des luttes ou dans les échanges politiques, et le besoin d'une vraie sécurisation qui se heurte à la logique du capital, de baisse du coût du travail et de rentabilité financière maximale.

Le principal problème, actuellement, à gauche c'est d'une part le manque d'ambition, notamment sur l'objectif (sécurisation) et l'adversaire (le capital avec la logique duquel beaucoup cherchent à concilier, à biaiser). C'est d'autre part l'absence de véritable responsabilisation des entreprises sur le volume d'emplois et le nouveau type d'investissement et ne pas penser le rôle que devraient jouer les services publics pour appuyer cette action (SPEF et service public de la monnaie, de la dépense publique ou de la fiscalité). Il en découle des propositions d'accompagnement suiviste des licenciements, d'un pôle emploi « sympa ».

b- Des conférences Régionales et nationale pour l'emploi, la formation et la transformation écologique et sociale : nouvelles institutions jumelées avec des Fonds régionaux

La bataille pour des conférences régionales d'une part et pour relier sécurisation de l'emploi, avec la formation, et avec la transformation productive écologique peut donner un sens et une perspective aux luttes. Elle peut les politiser, d'autant plus qu'il s'agit de créer de nouvelles institutions mettant en cause, non seulement la 5^e république, mais surtout deux fondements mêmes du capitalisme : le monopole patronal de l'utilisation de l'argent dans les entreprises, l'emploi sécurisé et la formation comme levier d'efficacité et non comme un solde, un résultat aléatoire s'ajustant à toutes les autres contraintes.

La composition de ces conférences serait à travailler si nous étions en responsabilité, ou dans la perspective d'une campagne d'élection présidentielle. Je vous renvoie pour cela au numéro spécial d'*Economie & Politique* sur la SEF.

Ces conférences définiraient des objectifs chiffrés, de production, d'emploi et de formation. Elles définiraient des objectifs d'investissement et de mise à disposition de ressources (fonds publics et crédit bancaire) en lien avec les institutions publiques et la création monétaire. Elles joueraient un rôle de planification nouvelle, décentralisée et démocratique. Elles pourraient avoir un droit d'appel au crédit bancaire des institutions publiques. On peut batailler par exemple sur les 1.500 milliards d'euros de création monétaire de la BCE pour la zone euro, dont 300 milliards environ devraient revenir à la France... Cela fait beaucoup ! Ou encore sur le refinancement des banques par la BCE (environ 3.000 milliards) qui actuellement ne respecte pas une sélectivité emploi ou écologie.

Il s'agit de jumeler ces Conférences avec des Fonds (régionaux et national) pour l'emploi et la formation, ne venant pas à la place du crédit bancaire et de l'investissement des entreprises, mais en levier sur eux, pour les bonifier d'autant plus qu'ils respectent des conditions précises d'emploi.

Ces conférences auraient aussi un droit de suivi avec une modulation des aides et de la bonification du crédit bancaire, pénalisante si les engagements ne sont pas respectés. Les comités sociaux et économiques (CSE successeurs des CE), ou les délégués du personnels quand il n'y a pas de CSE, pourraient saisir les conférences si elles considèrent que les engagements ne sont pas respectés.

Les élections régionales et départementales, comme les présidentielles, vont se jouer sur l'emploi. En tout cas, nous devons les jouer sur l'emploi pour une part importante, je crois. Pour les présidentielles, elles se joueront, sur l'emploi et sur une autre mondialisation.

Dans ces conditions aux régionales, nous aurions intérêt à faire progresser l'idée que si nous voulons être élus c'est parce que nous voulons conquérir non pas des « postes » mais des leviers d'action, des position de pouvoir pour agir sur l'emploi, pour mettre en place ces conférences régionales permanentes et ces fonds régionaux. Nous pouvons faire gagner l'idée que, quelque soit la configuration tactique retenue dans telle ou telle région, c'est un communiste qui doit prendre la responsabilité de ces conférences et de ces fonds.

c- Dispositif

J'en viens à présent, avant de conclure, au dispositif que nous vous proposons. Il s'agit pour l'essentiel d'un dispositif d'appui aux luttes et de développement de notre apport politique. Mais auparavant, je ne saurais souligner suffisamment l'importance d'organiser le parti auprès des principaux intéressés, et notamment dans les entreprises, mais aussi dans les cités populaires. Et pour les entreprises de s'organiser en réseau nationaux pour les grands groupes d'entreprises ou les services publics.

Ne disions-nous pas il y a presque un an dans la résolution adoptée à notre CN sur les entreprises le 12 octobre dernier : « *Pour porter le combat jusqu'au cœur du système capitaliste, il faut renforcer l'intervention du Parti dans les entreprises et les lieux de travail, lieux décisifs de la lutte des classes. Lieux de pouvoir du capital sur l'économie, l'État, les*

collectivités territoriales, la société et la vie quotidienne, les entreprises permettent au patronat d'imposer ses idées. Ce sont des lieux où se forgent un vécu d'expériences et des mentalités sur lesquelles peuvent s'imposer les idées dominantes comme se construire une conscience de classe. ». C'est dire l'effort d'organisation et de mise en pratique qu'il nous faut produire.

- Tout d'abord nous pourrions mettre en place des cellules de veille, d'appui et d'animation dans les départements et une cellule de coordination au niveau national, avec le secteur orga., la com. entreprises et la com. éco.
- Ensuite nous proposons de lancer une pétition portant sur 5 revendications clés :
 - o les licenciements des grands groupes : moratoire, droit de contre-propositions, levier du crédit bancaire par les travailleurs
 - o un plan jeune avec des embauches immédiates, nu co, trat sécurisé (CDI + formation), allocation formation
 - o une augmentation générale des salaires (SMIC et les autres) + extension de l'allocation jeunes aux moins de 25 ans
 - o Plan massif d'embauche et de formation initiale et continue dans la santé publique et l'éducation nationale, annulation des fermetures de lits, d'hôpitaux, des fermetures de classes et de postes
 - o Un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique en levier sur les entreprises et les banques

Des fiches argumentaires, d'accompagnement de la pétition seront disponibles dans les prochains jours.

Nous pourrions constituer des comités de défense de l'emploi, des comités de lutte. Ils demanderaient des comptes sur l'argent et son utilisation, feraient des propositions sur l'emploi et la production. Ils préfigureraient les conférences permanentes que nous voulons instituer.

Les 5 revendications se concrétiseraient par l'exigence de réunir des conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique.

Nous porterions cette exigence auprès des préfets par des initiatives ayant lieu dans tout le pays les 9 et 10 octobre, dans chaque département.

Un tract national va être mis à disposition.

Nous pouvons aussi travailler des adresses à la jeunesse avec les camarades de la JC.

Nous pouvons annoncer des réunions publiques et débats sur l'emploi et notre projet à l'appui des luttes, utiliser le tour de France des entreprises réalisé par notre secrétaire national, Fabien. Ces initiatives de rencontres et de débat peuvent aussi bien se faire avec des travailleurs et citoyens en lutte, des organisations syndicales, que pour organiser le débat envers d'autres forces politiques. De confrontation d'idées pour comprendre les différences afin d'éclairer les termes du débat, et d'avancer dessus.

Sur les 5 chantiers majeurs (licenciements par filière, jeunes, sécurité sociale, égalité hommes-femmes et discriminations, services publics), des débats pourraient être organisés par certaines fédérations.

Un kit national pour les initiatives locales, celles des sections.

Nous pouvons réfléchir un éventail de petites vidéos.

Enfin, deux interrogations :

- une proposition européenne, avec une initiative est à concevoir. C'est la proposition de principe du secteur Europe. Il faut voir comment

elle s'articule avec le forum européen prévu en novembre en Grèce et avec le PGE.

- Faut-il une initiative nationale à Paris (manifestation, marche sur paris, etc.) en fin d'année ou en janvier ?

En conclusion, mes chers camarades, je voudrais insister. Cela va être difficile. Nous avons un effort important à fournir. Mais d'une part, nous n'avons pas le choix, nous ne pouvons pas baisser les bras sur cette question, d'autre part nous avons de fortes « munitions », si j'ose dire. Et puis, la situation est à la fois difficile, car il y a cette sidération, et favorable car notre projet est à l'unisson de ce qui monte de la vie elle-même. Il va nous falloir faire un grand effort pour s'outiller les un.e.s et les autres, face à ce qui est développé dans les consciences par nos gouvernants. Mais nous menons une bataille de longue haleine. Ce ne peut pas être un « coup ». Nous allons ajuster, corriger, évoluer, voir comment faire dans les sections. Il va nous falloir de la rigueur, de l'évaluation, avec peut-être certaines sections en direct, de l'autocritique, de la confiance entre nous.

C'est dans la pratique que nous allons progresser. C'est avec nos différences d'approches et de préoccupation que nous allons enrichir, corriger, parfois même « équilibrer » entre celles et ceux qui forcent le trait sur la conservation des emplois, parce que c'est le cri légitime des plus menacées, et celles et ceux qui parfois aussi peuvent forcer le trait sur le refus du travail tel qu'il est, des productions sans sens. Dans les deux cas, c'est la folie du système du système, avec sa logique que nous mettons toutes et tous en cause.

Nous allons trouver l'équilibre, si nous cherchons à le faire, par la pratique, entre revendications très concrètes, terre à terre, et exigence d'un nouveau système, conviction qu'il faut aller vers un système de sécurité d'emploi, de formation et de revenu pour chacun.e et chacun.

Abordons les choses en recherchant comment mettre en pratique à partir du terrain et des préoccupations populaires, plutôt qu'en se disant « il manque ceci, ou cela », avec un état d'esprit créatif et conquérant, conquérant de nouveaux droits, de nouvelles sécurités émancipatrices.

Avant tout, il s'agit de mettre en mouvement notre parti, et qu'il prenne confiance dans ses capacités qui, j'en suis persuadé, sont considérables, comme celles de notre peuple en qui la braise n'est jamais éteinte

Ne sous-estimons pas le mûrissement de notre société, ne passons pas à côté !